

Décision n° 2008-1006
de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes
en date du 4 septembre 2008
attribuant des ressources en numérotation à
la société Voxbone
(codes points sémaphores nationaux)

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Voxbone (récépissé de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes n° 06 - 1637 en date du 28 août 2006) ;

Vu la décision n° 04-0578 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 20 juillet 2004 relative aux modalités d'attribution des codes points sémaphores ;

Vu la décision n° 06-0360 de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 16 mars 2006 relative à la durée d'attribution des ressources en numérotation ;

Vu les envois de la société Voxbone reçus le 21 avril 2008 et le 27 août 2008 ;

Vu l'envoi de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes en date du 29 avril 2008 ;

Après en avoir délibéré le 4 septembre 2008 ;

Décide :

Article 1^{er} – Les codes points sémaphores nationaux 3504 et 3505 sont attribués à la société Voxbone (Siren : VAT BE 478 928 788) jusqu'au 4 septembre 2028 pour l'exploitation de ses équipements techniques situés à Aubervilliers (93).

Article 2 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les codes attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes.

Article 3 - Le chef du service Opérateurs et Régulation des ressources rares de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 4 septembre 2008

Le Président

Paul Champsaur